

Guinée

Commission : Europe – Afrique de l'Ouest

Problématique : Coopération stratégique et partenariats équilibrés entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest

La République de Guinée est dirigée par le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) depuis le coup d'État de 2021, dans une période de transition politique visant à réformer les institutions et rétablir la confiance avec la population. Pays côtier d'Afrique de l'Ouest situé sur l'océan Atlantique, frontalière de la Guinée-Bissau, du Sénégal, du Mali, de la Côte d'Ivoire, du Liberia et de la Sierra Leone, la Guinée compte environ 15 millions d'habitants en 2024-2025. Son PIB est estimé à un peu plus de 25 milliards de dollars, avec une économie marquée par la pauvreté mais en croissance, portée par d'importantes ressources minières comme la bauxite, ainsi qu'un fort potentiel agricole et hydroélectrique.

Les relations historiques avec l'Europe, d'abord coloniales puis via les accords de Lomé, l'Accord de Cotonou (remplacé par l'Accord de Samoa en 2023), s'inscrivent dans un contexte de défis sécuritaires (terrorisme au Sahel, coups d'État régionaux), migratoires (déplacements internes et flux vers l'Europe), climatiques et économiques, rendant indispensable un partenariat équilibré fondé sur le respect mutuel et des intérêts partagés.

L'économie guinéenne dépend en particulier de l'exportation de matières premières brutes, ce qui limite la création de valeur locale, les emplois et la diversification (agriculture, énergie), tout en la rendant vulnérable aux cours mondiaux ; le pays est classé parmi les moins avancés, avec des infrastructures limitées. La situation sécuritaire au Sahel (terrorisme, criminalité, armes) et les instabilités politiques (coups d'État au Mali, Burkina Faso, Niger) fragilisent la CEDEAO et l'UEMOA, compliquant le dialogue avec l'UE. Plus de 6 millions de déplacés internes en Afrique de l'Ouest et environ 100 000 arrivées irrégulières en Europe en 2024-2025 illustrent la pression migratoire, intensifiée par le chômage des jeunes.

La Guinée soutient un renforcement du partenariat avec l'UE, à condition qu'il respecte pleinement la souveraineté nationale, l'égalité des partenaires et évite toute inégalité ou dépendance politique, économique ou sécuritaire héritée du passé colonial. Économiquement, elle défend une transformation locale des ressources (mines, agriculture, énergie) pour créer des emplois et une croissance, via des accords soutenant l'industrialisation plutôt qu'une concurrence inégale. Sur la sécurité, la Guinée priorise le renforcement des capacités nationales (armée, police, justice) et à la coopération régionale (CEDEAO, UEMOA), le tout complétée par l'UE mais sans que ceux-ci deviennent les garants de la sécurité. Sur les migrations, le pays voudrait un dialogue global intégrant développement, opportunités pour les jeunes, protection des réfugiés et voies légales de mobilité, au-delà d'une approche sécuritaire.

La Guinée a déjà engagé des réformes de son code minier afin d'augmenter les retombées économiques internes des exploitations et de favoriser la transformation locale des

ressources. Le pays cherche également à diversifier son économie en développant l'agriculture, l'énergie et d'autres secteurs productifs, pour réduire sa dépendance à un seul type d'exportation. Dans le cadre de la coopération avec l'UE et de la discussion au sein de la commission « Europe – Afrique de l'Ouest », la Guinée proposera plusieurs mesures concrètes :

- Un fonds dédié à l'industrialisation ouest-africaine (infrastructures, zones industrielles, formation), lié à Global Gateway.
- Échanges universitaires, scientifiques et techniques pour former la jeunesse et transférer savoir-faire/technologies.
- Transfert de technologies vertes (énergie renouvelable, eau, agriculture durable, climat).
- Dialogue politique permanent UE-CEDEAO-UEMOA pour prévenir tensions, coordonner crises et restaurer confiance, en s'appuyant sur projets existants (ARAA, infrastructures, migrations).

La République de Guinée favorise un partenariat stratégique renouvelé UE-Afrique de l'Ouest, tenant compte de l'histoire partagée, des leçons passées et des besoins actuels, pour une coopération juste, transparente et bénéfique aux deux parties. Attachée à sa souveraineté et à ses intérêts, elle adopte une approche efficace et constructive, visant l'industrialisation, la stabilité régionale, une gestion équilibrée des migrations et l'amélioration des conditions de vie, particulièrement pour la jeunesse.